



INTERVENTION DE BRUNO NORTH, PRÉSIDENT DU CNIP

**RENTRÉE POLITIQUE DES INDÉPENDANTS ET PAYSANS
NÎMES LE 28 SEPTEMBRE 2024**

Chers Amis,



Il y a six mois, nous nous étions retrouvés, avec un certain nombre d'entre vous à Beaune pour célébrer le 75^e anniversaire de notre parti, le plus ancien de la droite française.

Merci à vous tous, mes amis, d'être venus à Nîmes pour ce rendez-vous exceptionnel, mais que les événements ont rendu nécessaire.

Merci surtout et d'abord à Gilbert Collard qui, avec le Délégué Départemental, Franck Coppola a organisé cette manifestation. Merci à notre Secrétaire général et à son équipe, pour son efficacité, Cher Jean-Thierry Guilleré-Delangre, et à notre Secrétaire général délégué, cher James Rolland.

Je vous disais que les événements avaient rendu nécessaire ce rendez-vous de Nîmes.

Effectivement, en mars dernier, nul n'avait prévu qu'ils se précipiteraient ainsi et dans des conditions qui éclairent la personnalité d'Emmanuel Macron, peut-être plus que les 12 ans qu'il a déjà passés au pouvoir pour le plus grand malheur de notre pays.

C'est la rentrée... Et quelle rentrée !

On pourrait se demander si ce n'est pas plutôt déjà la sortie : car les sorties, c'est vrai qu'elles sont nombreuses ces temps-ci...

Depuis les attaques du 7 octobre dernier, LFI est sorti du fameux arc républicain dont on se demande toujours quels en sont les contours. Apparemment variable en fonction de qui est concerné.

LR est sorti de son opposition au macronisme tant déclamé ici et là, puisqu'ils participent en masse au gouvernement de Michel Barnier, du haut de leur 6% aux législatives.

Renaissance est sorti d'une majorité relative, puisqu'elle est devenue grâce au Président de la République et sa dissolution, introuvable.

Le Président de la République est sorti de fait du gouvernement de la France, puisqu'une cohabitation nouvelle formule est en marche.

Vers où ? Vers quoi ? On ne sait pas trop bien encore...

Le Rassemblement National est sorti du bureau de l'Assemblée Nationale où quand ils avaient 89 députés, ils étaient représentés par 3 postes. Maintenant qu'ils sont 126, ils n'y sont plus... On se demande à quoi sert le sacro-saint règlement de l'Assemblée nationale. À rien quand il s'agit du RN.



Et que dire de la stratégie du castor : faire barrage ? Pourquoi ? On ne sait plus très bien.

Reconquête a bien passé la barre des 5% aux européennes, mais est sorti de la route aux législatives avec 0,7% des voix au total. Une fracturation qui aurait peut-être pu être évitée s'ils avaient respecté un peu plus leurs partenaires de la présidentielle...

Les conservateurs ont été sortis du champ de vision médiatique alors que les médias sont très majoritairement monocolores, C8 venant d'être exclu en quelque sorte, sa fréquence TNT n'ayant pas été renouvelée, on comptabilise chaque seconde des temps de passage des uns et des autres, on sanctionne la droite, on laisse la gauche sous toutes ses formes pérorer sur les médias publics, sans problème bien sûr : le camp du bien parle.

Jusqu'à quand la négation des courants politiques qui portent une autre vision de la société ?

Jusqu'à quand ces absurdes et attentatoires attaques contre la liberté fondamentale d'expression publique.

On veut absolument aboutir à l'égalité : ce qui n'est qu'un égalitarisme rampant, pardon, qui est devenu triomphant et qui constitue l'ultime duplicité pour sortir chaque citoyen de son libre arbitre, l'obligeant à écouter et à financer avec ses impôts ceux qui leur crachent politiquement à la figure, sur le soi-disant « service public », matin midi et soir.

Jusqu'à quand va-t-on tolérer cela ?

Bref, beaucoup de sorties pour une « rentrée ».

Dans ce grand bazar, et cette société malade des névroses de notre époque, que peut dire et faire le CNIP ?

Au milieu de ce chaos, le CNIP a fait son choix. Un choix fidèle à son histoire, et pour ceux qui ne l'ont pas connu autrement que par ouï-dire, fidèle à son intitulé même, ensuite, et pour finir, fidèle à ses convictions : celui de l'indépendance

Mais pas d'une indépendance de façade, soumise au plus puissant ou d'une indépendance satellitaire à la soviétique où nos choix seraient dictés par quelques menus avantages au profit de quelques-uns, mais d'une indépendance où nous conservons le pouvoir de dire NON quoiqu'il en coûte et d'être quoiqu'il arrive intransigeant sur nos valeurs

Permettez-moi déjà de faire quelques constats d'évidence sur ce qui se passe politiquement dans ce pays :

Quoiqu'on en pense, Eric Zemmour a ouvert la fenêtre des possibles pendant la présidentielle. Il a permis qu'on parle des sujets dont certains ne voulaient pas parler, mais qui comptent tout autant que d'autres pour l'avenir du pays, et surtout de la réalité que perçoivent et vivent les gens.

Ce n'est pas ce que dit Eric Zemmour qui est dur, c'est la réalité qui l'est. Et chaque jour qui passe lui donne raison : il faudrait être bien malhonnête que de le nier.

Finalement, il a été un lanceur d'alerte d'abord, et surtout un paratonnerre pour Marine Le Pen, qui en a profité politiquement. Je rappelle qu'il a rassemblé en 4 mois de campagne seulement, 2,5 millions d'électeurs, dans les conditions qu'on connaît.

Invisibiliser ce score serait une erreur fondamentale.

Marion Maréchal a, pendant les européennes, défendu cette Europe civilisationnelle prisonnière des carcans d'une commission nommée, qui se permet d'agir au nom des peuples, pour leur bien, toujours, évidemment.

Elle n'a pas démérité, mais manifestement la rupture est consommée avec Reconquête. LE CNIP n'a pas participé à cette liste, les places qui lui étaient proposées n'étaient pas en adéquation avec nos accords initiaux.

Disons-le clairement. Et assumons-le. Reconquête s'isole de fait, comme se sont gelés les partenariats avec le Mouvement Conservateur, Via et le CNIP. Ils n'ont pas encore satisfait à leurs obligations financières malgré les accords signés. C'est un sujet que nous traitons.

Et nous serons vigilant à ce que l'ensemble des termes de nos accords soient respectés, y compris si c'est nécessaire, par toutes les voies de droit à notre disposition. On ne joue pas avec le CNIP

Continuons nos constats :

Pendant les Européennes, Jordan Bardella a émergé comme un leader qui compte, et qui comptera. C'est un fait politique incontestable.

Les législatives ont montré qu'il y a encore du travail à faire, pour consolider la crédibilité de l'ensemble, projet et équipes. Marine Le Pen devient l'arbitre des élégances à l'Assemblée Nationale. Lourde responsabilité pour celle qui sera à l'évidence à nouveau candidate à l'élection présidentielle en 2027. Saura-t-elle rassembler autour d'elle ? Rassembler largement ?

Personne ne peut prétendre à la magistrature suprême sans aller au-delà de sa propre étiquette. C'est une règle de la Vème république qui s'est toujours vérifiée.

Je rappelle que le rassemblement, le partenariat, l'association, ne sont pas et ne seront jamais, pour le CNIP, une dilution, une annexion, une digestion, puis une disparition de fait.

Je ne serai pas le Président du CNIP qui vendra notre parti au premier venu... ni au deuxième d'ailleurs.

Et croyez-moi, contrairement à ce que certains croient, font mine de croire, ou tentent de vous faire croire, ce n'est pas en devenant le satellite du RN que le CNIP prospérera à l'avenir et ce n'est surtout pas de cette façon que le RN arrivera au pouvoir. Le résultat du second tour des élections législatives l'a, encore une fois largement démontré, même si on peut le déplorer et les interprétations fallacieuses des uns et des autres sur la volonté du peuple ne sont que pure conjecture.

Nous avons 75 ans d'existence, nous n'avons pas résisté contre l'air du temps et les époques politiques pour disparaître et casser ce que nos prédécesseurs ont patiemment construit et gardé en vie contre vents et marrées.

Je, si je puis me permettre, un je : JE ne me suis pas impliqué comme je l'ai fait depuis plus de trente ans au service de notre famille politique, comme membre, Président des jeunes, puis dans diverses fonctions puis en tant que Secrétaire Général, et enfin Président, depuis trois mandats, grâce à votre confiance, pour voir notre parti mourir.

Je pense pouvoir affirmer l'avoir sauvé de la banqueroute, je ne le regarderai pas disparaître, au gré d'une campagne. L'indépendance politique peut et doit vivre, le cercueil n'est pas son destin pas plus que pour moi, celui de devenir un fossoyeur.

Nos valeurs sont plus actuelles que jamais : il faut continuer à les porter. Tous ici, partagez les valeurs fondamentales des Indépendants. On en partage l'histoire. On en partage la solidarité. On en partage la résistance au buzz du moment. Nous sommes ceux qui font la différence quand il manque les voix pour faire le score qui peut apporter la victoire.

Oui, c'est vrai, le CNIP n'est pas un parti de masse militante. Il n'est plus un parti qui a des parlementaires. C'est vrai aussi. Mais nous avons des élus locaux et un véritable réseau dans tout le pays.

Nous avons une colonne vertébrale. Nous avons un « sacerdoce » : être au cœur de la droite, enracinée au cœur du pays. Et je compte bien continuer à consolider notre marque de fabrique encore un mandat.

Oui, je le redis puisque je l'avais déjà annoncé : **je suis candidat à ma réélection pour présider encore 3 années aux destinées de notre famille politique pour poursuivre le travail commencé au service des indépendants et terminer une mission à ce jour inachevée.**

Mon premier mandat fut celui où je me suis efforcé de faire mienne la devise de Guillaume D'Orange : « Je maintiendrai ». Le 2^e mandat fut celui de la sauvegarde structurelle et financière. Ce fut difficile, mais on a tenu.

Et nous y sommes parvenus. Le 3^e mandat, qui s'achève, a été consacré à la consolidation politique par la conclusion de nouveaux partenariats, notamment dans le cadre de la présidentielle et à l'amorce d'une nouvelle communication, notamment auprès des élus locaux.

Si vous m'accordez à nouveau votre confiance, je souhaite consacrer ce prochain mandat à une nouvelle émergence des indépendants et paysans jusqu'à la prochaine échéance présidentielle, par le renforcement de nos positions dans les départements où nous sommes déjà présents, et par de nouvelles implantations politiques dans des départements où nous sommes absents.

Avec les municipales qui viennent, vous aurez des surprises dans des villes inattendues.

Puis dans le cadre d'une dynamique majoritaire en cas de législatives anticipées et par un travail programmatique que nous pourrons proposer au candidat à la présidentielle que nous aurons choisi.

Bien sûr, je compte aussi insuffler une nouvelle image dans les médias et auprès des élus locaux. Il faudra pour cela : un budget conséquent, une volonté de résistance, un plan d'action, des associations solides et fiables avec nos partenaires potentiels.

Mais une stratégie ambitieuse, ça se finance avant de partir, ça se prépare, quand on a que son seul petit drapeau politique, à l'assaut des médias, des réseaux sociaux et des citoyens.

Le sujet des moyens ne peut pas être éludé.

Et j'ai quelques idées sur la question même si je ne veux en aucun cas toucher à l'héritage qui m'a été transmis et que je me suis efforcé de préserver depuis près de 15 ans

Mais je ne veux pas ici en dire plus : nous aurons l'occasion, chacun de nous, d'exprimer pendant la campagne interne nos intentions, nos moyens d'action et notre ambition pour le CNIP.

Chacun choisira en toute connaissance de cause la présidence qu'il veut pour le parti pour les 3 prochaines années. Mais je suis encore Président du CNIP pour quelques mois, j'ai encore un mandat à assumer.



Ainsi je me dois de vous informer que j'ai été reçu le 17 septembre dernier par le Président de l'UDR, Eric CIOTTI.

Après notre entretien de 2 heures, il m'a autorisé à vous annoncer un accord de principe pour un partenariat politique entre l'UDR et le CNIP.

Nous sommes loin d'être inactifs. Nous continuons à travailler à une grande union des droites.

Le travail continue, des liens se créent, nous avançons...



Je veux saluer ici la présence de mon ami, Gibert Collard à mes côtés. Inutile de vous le présenter, je pense que chacun le connaît et l'apprécie pour ce qu'il est : un avocat talentueux, une force de courage et de détermination, et surtout un homme libre et indépendant des coteries.

Même si certains le savent déjà, j'ai le plaisir de vous annoncer qu'il a rejoint le CNIP, et qu'en tant que Président, je lui ai confié la mission de porte-parole du Mouvement. Je sais qu'il saura redonner à sa manière, une visibilité aux indépendants. Je suis heureux de pouvoir compter sur lui à mes côtés.

En 2024, nous avons célébré nos 75 ans d'existence. Quel parti politique français peut se targuer d'une telle longévité ?

Le CNIP a survécu aux affres de la Quatrième République et à cette Cinquième République tant voulue par le Général de Gaulle.

Mais Roger Duchet savait-il, le 6 janvier 1949, à l'aube de la IV^e République qui n'avait que deux ans, que le parti qu'il fonda ce jour-là existerait encore 75 ans plus tard ? Probablement pas.

L'indépendance c'est notre pilier premier. C'est exigeant, le chemin est étroit et parsemé d'embûches, mais c'est le plus noble et le plus difficile.

Le chemin de la responsabilité, 2^e pilier de nos valeurs, l'est tout autant. La responsabilité en général, la responsabilité aussi en particulier, notamment quand on préside aux destinées de ce parti : On peut aisément se laisser tenter par la facilité. Ce n'est pas mon choix pour le CNIP.

La liberté, c'est le 3^e pilier qui est le nôtre, qui est probablement le plus en danger dans notre société : l'État est partout dans nos vies. Chaque nouvelle loi rogne un peu plus, l'administration veille, pardon, surveillance.

La classe politique, plus médiocre que jamais, regarde le citoyen silencieux comme un mouton à tondre encore un peu plus. Elle sait ce qui est bon pour vous, vous n'étiez pas encore au courant. Et elle ne supporte pas que vous puissiez vivre comme bon vous semble, utiliser votre argent comme vous le souhaitez, et user de votre droit de propriété ou de votre liberté d'expression selon vos usages et vos humeurs.

Nous vivons une époque étouffante et je vous le dis clairement liberticide. C'est, je pense, le combat qu'il va falloir mener au plus haut niveau. Les Indépendants doivent porter ce combat-là.

C'est le plus important à mes yeux.

L'État-nounou et infantilisant devient un État obèse confiscatore et, disons-le totalitaire dans bien des aspects de notre vie. Il faudra le répéter encore et encore : **Le citoyen français n'est pas au service de l'État. C'est l'État qui est à notre service.**

La liberté doit être au cœur de la gouvernance.

Chaque fois qu'un élu décide d'une politique publique, il doit se demander en permanence : j'enfreins quelle liberté d'avant ? Nous avons trop de lois. Trop de lois sont faites pour des sujets mineurs ou des publics minoritaires ou communautaires. Ce n'est pas l'esprit de la Loi.

Je rappelle que l'argent public qui d'ailleurs n'est que de l'argent privé, soutiré aux citoyens et aux entreprises, n'est pas fait pour financer tous les délires idéologiques ou clientélistes des gouvernements dépensiers depuis 40 ans. Les Français ne se rendent même plus compte de tout cela, et je me demande jusqu'à quand le fameux consentement à l'impôt sera encore de mise. Je vois beaucoup de nos compatriotes qui ne consentent plus.

Un mot ici sur le nouveau gouvernement de Michel Barnier. J'ai eu l'occasion de le dire :

C'est un homme que je connais, que j'estime. Il connaît bien la France et les Français. Il est de droite indéniablement. Il est solide. Il n'est pas tout en com'. Il a l'humilité des montagnards. Voyons alors ce qu'il peut faire de tout cela avec une Assemblée aussi diverse.

Nous ne ferons aucun procès d'intention au Gouvernement de Michel Barnier.

Je dirais, au contraire, que, dans le chaos provoqué par le Président de la République, sa nomination était, à coup sûr, la moins mauvaise des solutions.

À l'heure qu'il est, et je sais que j'essuierai bien des critiques, je ne dirai pas un mot contre Michel Barnier que je remercie, au contraire, de s'être dévoué pour nous éviter le pire.

Il nous a permis d'échapper à Lucie Castet, mais aussi à Bernard Cazeneuve, ou à Xavier Bertrand qui, à bien des égards, est pire que bien des socialistes.

Éviter le pire ne signifie pas qu'on puisse attendre quoi que ce soit de ce Gouvernement car pour agir il lui faudra trouver un semblant de majorité parlementaire et personne ne lui donne la moindre chance d'y parvenir. Mais les calculs pitoyables d'une classe politique décadente, préférons un Gouvernement impuissant à tous les Gouvernements nuisibles qui se sont succédé depuis douze ans.

La France n'a pas besoin d'être présidée, elle a besoin d'être mieux gouvernée.

La première condition d'un retour à une France bien gouvernée est la fin de cette inflation législative.

Pour faire court, à chaque nouvelle loi, c'est une liberté qui recule. Nous faisons une proposition simple qu'il est très facile de mettre en œuvre : appliquons d'abord les lois qui existent et s'il faut en voter une nouvelle, abrogeons toutes celles qui se rapportent à la même question.

Ne parlons même pas des réformes constitutionnelles à répétition !

La constitution s'est transformée en un catalogue des objets disponibles dans le bazar des gadgets à la mode proposés à la vente par tous ceux qui, chaque jour, vendent la France à l'encan.

Mieux gouverner, c'est aussi mieux dépenser, donc en l'occurrence, moins dépenser c'est là tout notre *Credo*.

Je ne ferai pas la liste des dépenses inutiles de l'État : le weekend ne dure que 2 jours. Nous manquerions de temps.

Toutes dépenses existantes doivent faire l'objet d'un audit et d'une réforme dans le temps à court ou moyen terme ou d'un abandon immédiat.

Il ne faut y avoir aucun tabou. **Nous avons trop habitué les citoyens français à la dépense publique.**

« Ce n'est pas cher, c'est l'État qui paye ». Donc c'est nous. Enfin nous... quand on sait que 10% des contribuables supportent 70% des impôts sur le revenu, ce n'est pas nous, ce ne sont que quelques-uns qui payent pour tous. Ce n'est plus acceptable.

La droite au pouvoir a été coupable d'avoir laissé faire, de ne pas avoir imposé un autre fonctionnement, d'avoir voulu se faire aimer de la gauche.

Quelle erreur de vouloir se faire aimer d'un électorat qui de toute façon ne vous en saura jamais gré ! Il ne faut pas avoir peur de nos adversaires : il faut les combattre, sans reculer sur rien de ce qui fait nos valeurs. Et je veux le dire à ceux qui prennent le combat pour les valeurs à la légère, que, sans valeur, il n'y a pas d'idéal politique, car ce sont bien les valeurs qui sont le fondement de la politique que l'on veut mener et non la politique le fondement de nos valeurs.

Quand on voit certains de nos amis dits de droite, aller essayer de se faire bien voir, à la Fête de l'Humanité (le communisme c'est 100 millions de morts pour l'Humanité, ça vaut effectivement bien une fête...), donc aller se faire voir pour montrer combien ils pourraient rassembler et qu'ils sont sympas quand même ; on se pince !

Candidats à la présidentielle, je vous le dis : avant de draguer les communistes et les électeurs de gauche, essayez déjà de convaincre l'électorat de droite que vous pensez un peu à eux... Sinon le score du premier tour vous piquera un peu...

Ce message bien sûr est pour le maire du Havre qui pourrait avoir le destin de son mentor : choisi par les médias et l'entre soi, mais oublié des électeurs. Car oui, Gouverner c'est aussi écouter le peuple.

Pas les intellectuels, pas les journalistes de France Inter, pas les artistes qui nous expliquent où est le bien et le mal.

Écouter le peuple. Celui pour qui nous nous engageons. Et que nous nous targuons tous de vouloir représenter. Le peuple français n'est souvent pas simple à comprendre : il veut tout et son contraire. Et en plus il faut que cela ne coûte rien.

Tout doit changer pour que rien ne change... C'est vrai que tout cela n'est pas simple.

Je fais le choix du bon sens : de la permanence, du sens de l'histoire, de la science, de la nature, des nécessités fondamentales, des valeurs qui transcendent les clivages : la liberté et la justice notamment.

Chacun sait au fond de lui ce qui est juste, et ce qui ne l'est pas.

Gouverner ce n'est pas faire : c'est permettre.

Laissons les français tranquilles, ils saturent.

Laissons les entrepreneurs entreprendre.

Laissons les commerçants commercer comme ils l'entendent.

Laissons les agriculteurs produire ce qu'ils veulent et à leur façon.

Laissons les médecins soigner et pas administrer.

Laissons les policiers accomplir leur mission.

Laissons les juges juger, tant qu'ils appliquent des lois claires.

Laissons les enseignants enseigner, tant qu'ils ne militent pas pour leurs lubies du moment.

J'allais dire : Laissons le Président présider, et le Premier Ministre, gouverner.

Gouverner vraiment. Une cohabitation nouvelle formule commence. Pas d'a priori : jugeons sur pièce. Car s'il y a échec, on se demande bien quelles pourraient en être les conséquences politiques nationales.

La situation est grave... La France est au bord du gouffre financier. Les marges de manœuvre sont infimes. L'insécurité est quotidienne, l'immigration n'est pas maîtrisée, l'Europe est une passoire. Notre démographie n'annonce rien de bon. Le populisme facile gagne du terrain, et on nous parle déjà d'un social patriotisme qui a des relents de social nationalisme, avec tout ce que cela peut comporter dans la mémoire collective.

En tout cas, je ne ferai pas partie de ceux qui signeront les nouveaux accords de Munich pour éviter la guerre parce que cela scellerait avec certitude la mort du CNIP en tant que parti politique indépendant

Les braillards gauchistes de LFI, avec leurs coupables et irresponsables alliés socialistes, saturent le débat public. Toutes les idées les plus nauséabondes circulent. Et on oublie la France...

On se donne en spectacle devant des Français qui n'en pensent pas moins. La société se délite et la France se meurt tranquillement, se renie, et les Français ne se projettent plus dans l'avenir : d'éternels pessimistes, nous sommes devenus fatalistes, car comme le disait Romain Rolland : « la fatalité est l'excuse des âmes sans volonté. »

Les Français seraient-ils devenus sans âme ? Sans volonté ? Oui, dans un certain sens, car tout part à vau-l'eau, et ceci à cause, au mieux, de l'impuissance et de la lâcheté de nos gouvernants, au pire, de la complicité de certains politiques devenus des traîtres à la nation. Nous assistons à la déliquescence de tout ce qui faisait notre grandeur d'antan.

Notre École désapprend, notre économie périclite, notre industrie ne produit plus assez, notre énergie nucléaire manque cruellement de moyens, notre agriculture s'épuise et nos paysans sont à bout de souffle.

L'État dépense, comme d'habitude...

Et les Français payent. Comme d'habitude.

Alors oui les 3 ans qui viennent doivent être ceux de la préparation solide d'une alternative politique et d'une alternance crédible. Choisie par une majorité de citoyens, dans le respect de nos principes démocratiques.

Je le dis : nous n'avons pas d'adversaires à droite ; nous parlons à tous ...

En tout cas à tous ceux qui assument être de droite.

Je le répète : il faudra dire la vérité.

Le CNIP la dira toujours. Nous voyons ce que nous voyons. Nous percevons ce qu'il y a à percevoir. Nous ressentons ce qu'il y a à ressentir. Nous comprenons ce qu'il y a à comprendre.

Oui, notre patrie ne va pas bien, mais il reste encore de l'espoir, car c'est quand on n'a plus d'espoir qu'il ne faut désespérer de rien.

Selon une récente étude de l'IFOP, il semble que les Français soient moins divisés qu'on le prétend et sont au contraire unis par des attentes communes :

- L'envie de bien vieillir
- De vivre en sécurité
- De disposer d'un cadre de vie préservé
- De garder du lien social

Voilà des pistes d'espoir ...

Il y a encore des mots qui ont un sens. Il y a encore des valeurs sacrées. Il y a encore des bases solides.

Je l'ai dit lors de notre 75^e anniversaire : Le CNIP sera toujours du côté des bâtisseurs. Oui, il y a encore des bâtisseurs d'avenir dans un monde de cathédrales. Et nous, au CNIP, nous sommes de ces bâtisseurs-là parce que nous portons dans notre cœur une cathédrale.

Quiconque porte dans le cœur une cathédrale à bâtir a déjà vaincu disait Saint Exupéry. Alors vous ne le savez peut-être pas encore, mais nous avons déjà gagné. L'Ancien Monde s'effondre, mais il demeure des murs porteurs.

Des murs porteurs pour tenir la maison. Il faut défendre les murs porteurs de la Nation France. Car il semble que la start up nation soit déjà un échec. Il échoit à chacun d'entre nous de les défendre.

Nous devons défendre notre héritage. Il ne s'agit pas de sombrer dans le mémoriel ou les commémorations perpétuelles, comme j'ai pu le lire récemment.

Assumons de vouloir défendre la préservation de ce que nous sommes. Dans un monde en proie à tant de bouleversements, la préservation de notre culture, de notre patrimoine, de nos paysages, de notre histoire millénaire, doit être la clé de voûte de toute architecture politique. C'est la nôtre.

Préserver, c'est vouloir donner en héritage un amour qui peut disparaître. **Nous défendons aussi le droit d'être patriote.** Et ce sans se faire traiter de tous les noms par les héritiers de mai 68, et par les nouveaux totalitaires que sont les wokes d'aujourd'hui. Oui à un *patriotisme* sincère, charnel, un amour ardent pour notre pays, qui s'incarne dans chacun de nos mots, dans chacun de nos actes, dans chacun de nos combats.

Oui, il y a des combats plus nobles que d'autres. Ils doivent être menés, et nous continuerons à les mener.

Campagne électorale après campagne électorale. Ne sous-estimons pas nos forces. Nous sommes le plus vieux parti de droite de France. Nous qui avons connu la naissance de la Ve République, il est impensable que nous vivions ses derniers soubresauts. Nous avons une maturité politique que la plupart n'ont pas.

Oui, c'est vrai, on ne passe pas notre temps sur les plateaux des chaînes infos, nous ne nous exprimons pas à longueur de temps sur les réseaux sociaux, nous refusons la course au buzz, à la polémique stérile, et au bruit permanent. C'est vrai, nous ne sommes pas dans l'hyper communication. Mais on se soigne. Les choses peuvent évoluer.

En revanche, nous sommes ancrés dans le pays profond : nous y vivons, nous l'écoutons, et il se peut qu'il nous entende. En tout cas, c'est là notre conviction.

Voilà notre force. **Le CNIP incarne la constance, l'équilibre, et la force de conviction.**

Chers amis, sans vous, le CNIP n'existe pas.

Sans ceux qui se sont succédé depuis tant d'années, et sans vous aujourd'hui, le CNIP n'existerait plus. En cette rentrée politique, je suis résolument optimiste sur l'avenir de notre mouvement.

Pour une raison simple : **nous avons encore des choses à dire aux Français. C'est le combat politique qui doit nous animer : nous devons écouter les Français et leur parler. Leur dire ce qu'ils n'entendent pas dans la bouche des autres.** Au regard du débat public et du déversement permanent des commentaires, il y a un chemin pour une parole forte et libre.

L'indépendance est dans l'air du temps qui vient aujourd'hui et demain.

N'en doutez jamais.

Vive le CNIP,

Vive la France.
